

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE PARIS
DEPARTEMENT ACHATS
21, rue Georges Auric – 75948 PARIS CEDEX 19

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)**

Établi en application du Code de la commande publique et du CCAG Prestations intellectuelles, relatif à :

**MISSIONS DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE, DE
CONTROLE TECHNIQUE, DE COORDINATION DE SYSTEME DE SECURITE INCENDIE
ET D'ACCESSIBILITE AUX BATIMENTS DES PERSONNES EN SITUATION DE
HANDICAP POUR LES SITES DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE**

Lot 2 : Mission de Contrôle Technique (CT)
Mono attributaire

Consultation n°25-C013

**Appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du
Code de la commande publique**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - PRINCIPE GENERAUX.....	3
ARTICLE 2 - LIMITES DE LA MISSION	4
ARTICLE 3 - MODALITES D’EXECUTION DE LA MISSION.....	5
ANNEXE : DESCRIPTION DES ELEMENTS DE MISSION.....	7

ARTICLE 1 - PRINCIPE GENERAUX

Le contrôle technique a pour objet de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation des ouvrages.

Il est exercé par des personnes physiques ou morales, dénommées contrôleurs techniques agréés.

Le contrôleur technique intervient à la demande du maître d'ouvrage et donne son avis à ce dernier sur les problèmes d'ordre technique. Cet avis porte notamment sur les problèmes qui concernent la solidité de l'ouvrage et la sécurité des personnes.

Le contrôleur technique est soumis, dans les limites de la mission qui lui est confiée par le maître de l'ouvrage, à la présomption de responsabilité dont les principes sont régis par les articles 1792, 1792-1 et 1792-2 du Code Civil.

L'intervention d'un contrôleur technique ne décharge en rien les autres intervenants des responsabilités inhérentes à leur qualité de « constructeur ». C'est ainsi que la conception d'un ouvrage et la direction des travaux, qui sont le plus souvent confiées, au titre d'un marché d'ingénierie et d'architecture, à une équipe de maîtrise d'œuvre, doivent être assurées indépendamment de l'intervention d'un contrôleur technique.

Le contrôleur technique n'est pas un mandataire du maître d'ouvrage. De ce fait, il ne peut donner d'ordres ni au maître d'œuvre ni aux entrepreneurs. Il appartient au maître d'ouvrage de décider de la suite qu'il entend donner aux avis qu'il a reçus du contrôleur technique et de donner en conséquence ses instructions au maître d'œuvre.

Les missions suivantes pourront être demandées au Contrôleur technique :

- ❖ Mission L, relative à la solidité des voiries et réseaux divers privatifs, fondations, ossatures, ouvrages assurant le clos et le couvert ainsi que pour les bâtiments des éléments d'équipement indissociables, ceux qui ne peuvent être retirés sans mettre en cause l'intégrité des ouvrages
- ❖ Mission LP, intègre la mission « L » ; en outre elle s'étend à la solidité relative aux éléments d'équipement dissociables, ceux qui peuvent être retirés sans porter atteinte aux ouvrages ci-dessus (les cloisons, par exemple).
- ❖ Mission LE, vise la solidité des constructions existantes et concerne les opérations de rénovation, réhabilitation ou transformation. Après l'examen de l'état apparent ou l'analyse d'un diagnostic fourni, le contrôleur vérifie que les travaux neufs ne compromettent pas la solidité des parties anciennes
- ❖ Mission AV, vise la stabilité des constructions avoisinantes. Le contrôleur vérifie que la réalisation de fondations et d'infrastructures de l'ouvrage neuf ne compromet pas la stabilité des constructions avoisinantes impactées par les travaux
- ❖ Mission PH, relative à l'isolation acoustique des bâtiments
- ❖ Mission TH, TH HAB et I3C (impact sur le Changement Climatique dans la Construction), relative à l'isolation thermique, aux économies d'énergie et à la performance environnementale réglementaire de l'ouvrage
- ❖ Mission HAND et Brd, relatives au respect des prescriptions réglementaires pour l'accès des personnes handicapées et des brancards
- ❖ Mission GTB, complète les missions sécurité et fonctionnement et porte sur le système de gestion technique du bâtiment
- ❖ Mission F, relative au fonctionnement des installations
- ❖ Mission ENV, complète les missions sécurité dans les installations classées pour la protection de l'environnement (risques d'incendie ou d'explosion)
- ❖ Mission HYSh ou HYSa, missions complémentaires relatives à l'hygiène et à la santé, dans les bâtiments d'habitation (h) et autres constructions (a) : aération, eau, sanitaires, effluents, déchets...
- ❖ Mission CABL, concerne la vérification des pré câblages informatiques et téléphoniques par rapport aux spécifications contractuelles

- ❖ Mission CD, relative au comportement dynamique des supports de machines, notamment lorsque leurs déplacements successifs sont susceptibles d'affecter le fonctionnement des machines ou la résistance des structures supports
- ❖ Mission SH, SEI ou STI, relatives à la sécurité des personnes dans les habitations, les ERP et IGH, les bâtiments tertiaires et industriels
- ❖ Mission PV relative au récolement des procès-verbaux

ARTICLE 2 - LIMITES DE LA MISSION

Les missions du contrôleur technique sont effectuées par référence aux textes réglementaires, aux normes françaises homologuées, aux règles et prescriptions techniques D.T.U, aux avis techniques, aux Atex et aux agréments techniques européens. Par ailleurs, le contrôleur technique doit informer le maître d'ouvrage des données relatives aux sinistres généralisés dont il serait en possession pour des techniques constructives ou équipements qu'il est prévu de mettre en œuvre dans l'opération objet de la présente mission.

Il n'appartient pas au contrôleur technique de s'assurer que ses avis sont suivis d'effet et de prendre, ou de faire prendre, les mesures nécessaires pour la suppression des défauts signalés.

En dehors des cas expressément prévus au présent contrat, les interventions du contrôleur technique s'exercent par examen visuel ; elles ne comportent ni essais, ni analyses en laboratoire, ni visites en usine, ni investigation systématiques et ne sauraient, de ce fait présenter un caractère exhaustif. Les visites de chantier sont effectuées de manière intermittente, à une fréquence ou des moments tels que la prévention des aléas techniques soit la plus pertinente.

L'examen des ouvrages et éléments d'équipement ne porte que sur des parties visibles ou accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.

Le contrôleur technique n'est pas tenu de s'assurer de l'exactitude des constatations contenues dans les rapports ou les procès-verbaux qui lui sont soumis, mais il s'assure de l'adéquation des essais aux conditions d'utilisation et de leur cohérence au regard des performances attendues.

Le contrôleur technique ne prend pas en compte dans l'accomplissement des missions les phénomènes assimilables à des catastrophes naturelles (telles que tempêtes, inondations exceptionnelles, raz de marée).

La mission de contrôle technique ne s'étend pas aux espaces verts.

Le contrôleur technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents intervenants à l'acte de construire qui assument, chacun en ce qui le concerne, la responsabilité de la conception du projet, de l'élaboration des documents techniques, de l'établissement des calculs justificatifs, de l'implantation des ouvrages, de la direction des travaux, de leur coordination, de leur exécution, de leur surveillance, de leur mètre et de la vérification des cotes et, de leur réception.

La mission du contrôleur technique ne se substitue en aucune manière aux contrôles des autorités administratives ni aux vérifications imposées aux exploitants par la réglementation en vigueur.

L'intervention du contrôleur technique ne porte ni sur la sécurité et la santé des personnes pendant toute la durée des travaux, ni sur la sécurité des matériels utilisés par les entreprises.

Le contrôleur technique ne procède pas aux vérifications de l'implantation ou des mètres des ouvrages et éléments d'ouvrages, ni des côtes relatives à leur planimétrie, verticalité, horizontalité ou aux caractéristiques dimensionnelles afférentes à la conception architecturale et fonctionnelle de l'ouvrage, pour autant que cela n'interfère pas avec les missions énumérées au présent contrat (solidité et sécurité notamment).

L'avis du contrôleur technique porte sur l'état des ouvrages et éléments d'équipement tels qu'ils se présentent lors des opérations de contrôle.

La preuve des qualités des matériaux et éléments de construction ou celle de leur conformité aux règles qui leur sont applicables doit être apportée au contrôleur technique soit par un marquage, soit par un certificat, soit par tout autre moyen admis par la réglementation.

Le contrôleur technique est tenu de confirmer par mail la réception de chaque demande émanant des organismes dans un délai de 24 heures en précisant le délai de réponse. Ce délai de réponse ne pourra pas être supérieure à 7 jours ouvrés.

Le contrôleur technique devra désigner un titulaire et suppléant avec l'obligation de l'informer dès la phase de conception des dossiers. Ces personnes devront, dans la mesure du possible, être les contacts, du début à la fin de la mission.

En cas de défaillance de la personne en charge de la mission, la société titulaire du marché, fera de son affaire, la prise de connaissance du dossier par le remplaçant.

En cas de défaillance du contrôleur titulaire, le bureau de contrôle a l'obligation de notifier à l'organisme concerné dans un délai de sept jours calendaires par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae.

A défaut de désignation d'un remplaçant ou si celui-ci est récusé par l'organisme de sécurité sociale dans le délai qui lui est imparti, le marché peut être résilié de plein droit et sans que le titulaire concerné puisse prétendre à être indemnisé.

ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION DE LA MISSION

Pour remplir sa mission, le contrôleur technique est tenu d'accomplir un certain nombre d'actes, ceux-ci relevant des deux catégories suivantes :

- Actes techniques.
- Actes d'information.

3.1 - ACTES TECHNIQUES

Il s'agit de l'examen critique :

Des documents, plans, notes de calcul et dessins définissant les produits, les ouvrages et équipements ainsi que les niveaux de performance attendus de ceux-ci ;

Des dispositions prises par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 du Code Civil afin de s'assurer qu'ils effectuent de manière satisfaisante les vérifications techniques qui leur incombent ;

Des ouvrages et équipements réalisés, et de la prise en compte des certificats ou procès-verbaux d'essais relatifs aux matériaux, composant ou équipement.

Pour que l'objectif de prévention fixé au contrôle technique puisse être atteint, les actes techniques du contrôleur ne peuvent se limiter à l'examen critique de documents réputés achevés ou d'ouvrages et équipements dont la réalisation est terminée.

Au contraire, ces actes doivent s'échelonner tout au long des trois phases suivantes que sont :

- Le contrôle de documents de conception ;
- Le contrôle de documents d'exécution ;
- Le contrôle sur chantier de la réalisation des ouvrages et des équipements, et que l'examen critique doit s'exercer de façon interactive avec la réalisation des prestations des divers constructeurs.

Cela nécessite que le contrôleur technique participe à des réunions de mises au point techniques avec le maître d'ouvrage et ses assistants, les architectes, les bureaux d'études, les ingénieurs-conseils, les coordinateurs, les entrepreneurs, les fabricants, lors du choix des principales options.

Le respect de cette condition est indispensable pour contribuer à la réalisation des ouvrages dans les conditions prévues de niveau technique, de coûts et de délais.

3.2 - ACTES D'INFORMATION

Il s'agit des avis exprimés au maître d'ouvrage pour lui rendre compte de l'examen critique effectué et lui faire connaître l'opinion du contrôleur technique, eu égard à la prévention des aléas techniques, sur :

La conception du projet ;

Sa définition précise en vue de l'exécution ;

La réalisation (fourniture et mise en œuvre) des ouvrages et équipements ;

Le résultat des vérifications finales.

Outre les différents rapports d'étapes ou compte rendus établis tout au long de sa mission, le contrôleur technique rend compte de son intervention.

3.3 - ACTES TYPES

Les actes techniques ou d'information que le contrôleur technique est tenu d'accomplir pour remplir sa mission sont dénommés actes types.

Le contrôleur technique est seul juge, sous sa propre responsabilité, du choix méthodologique des vérifications auxquelles il procède par échantillonnage pour les actes répétitifs.

Le maître d'ouvrage dans le cadre de ses besoins spécifiques de prévention peut confier au contrôleur technique des actes complémentaires aux actes types, dont le contenu est défini contractuellement notamment au plan de la préfabrication ou de la fabrication en usine (rémunération à la vacation sur la base du taux défini à l'annexe de l'acte d'engagement pour les actes complémentaires).

3.4 - ELEMENTS SOUMIS AU CONTROLE

En complément de l'annexe B du décret n° 99-443 du 28 mai 1999, il est précisé ;

Pour l'exercice de sa mission, le contrôleur technique doit contrôler tous les documents spécifiques à l'opération, qui lui sont soumis qu'il s'agisse des documents d'étude de conception (avant-projet, projets, DCE), des documents relatifs au marché de travaux.

Sans que cette liste soit exhaustive, ces documents comprennent tous les plans, devis descriptifs, notes de calcul, certificats et attestation, PV d'essais, rapports, etc...

Par ailleurs, pendant la réalisation des ouvrages, le contrôleur technique doit mener par des moyens qui lui sont propres tous contrôle permettant de contribuer à prévenir les aléas techniques.

Il est précisé à cet égard que même lorsque les entrepreneurs ont mis en place des méthodes d'autocontrôle, il appartient au contrôleur technique de s'assurer par des moyens qui lui sont propres de l'efficacité de l'autocontrôle des entrepreneurs.

Enfin, dès lors que cela aura été prévu au titre du marché de travaux, le contrôleur technique sera invité à participer à la lecture concertée des pièces dudit marché, notamment pendant la phase de préparation de chantier.

Les aléas techniques que le contrôleur technique doit contribuer à prévenir sont ceux faisant partie des éléments de mission qui lui sont confiés, tels que décrits au sein de l'annexe du présent CCTP.

ANNEXE : DESCRIPTION DES ELEMENTS DE MISSION

MISSION LP RELATIVE A LA SOLIDITE DES OUVRAGES ET DES ELEMENTS D'EQUIPEMENT INDISSOCIABLES ET DISSOCIABLES

1. – Etendue de la mission LP :

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent.

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission P1 sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés visés à l'article 1792-3 du Code Civil.

2. – Ouvrages soumis au contrôle technique :

La mission L porte sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants :

- Les ouvrages de réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction.
- Les ouvrages de fondation.
- Les ouvrages d'ossature.
- Les ouvrages de clos et de couvert.

Pour les bâtiments, les éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages énumérés ci-dessus.

La mission L ne porte pas sur les travaux préparatoires, tels que : démolition, terrassement, blindages, coffrages, étalements, échafaudages, levages, manutentions.

Dans le cas d'opérations de réhabilitation, rénovation ou transformation, la mission porte sur la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables neufs et inclut un examen, au regard de la stabilité desdits ouvrages, de la compatibilité du programme de travaux avec l'état des existants.

Cet examen comprend les prestations suivantes :

L'examen des renseignements fournis par le maître d'ouvrage sur les existants.

L'examen visuel de l'état apparent des existants dans les conditions normales d'accessibilité lors de la visite du contrôleur technique.

L'examen des documents techniques définissant le programme des travaux envisagés par le maître d'ouvrage.

L'intervention du contrôleur technique peut comprendre le diagnostic préalable des existants, l'établissement ou la participation à l'établissement d'un état des lieux, concernant les existants, le contrôle de la solidité des existants si le Maître d'Ouvrage le précise pour certaines opérations.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne prend en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

Dans le cas de travaux de reprise en sous-œuvre d'un ouvrage existant ou avoisinant, le contrôle technique desdits travaux n'est pas effectué au titre de la mission L.

MISSION S RELATIVE A LA SECURITE DES PERSONNES

1.- Etendue de la mission :

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission S, sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux.

Au titre de la mission S, la solidité n'est pas contrôlée.

2.- Ouvrages soumis au contrôle technique :

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement faisant partie des marchés de la construction communiqués au contrôleur technique et visés du point de vue de la sécurité des personnes par la réglementation technique applicable à la construction du fait de sa destination, telle que définie au permis de construire.

Relèvent notamment de la mission du contrôleur technique, sous réserve de l'évolution des textes réglementaires:

Les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique : comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, desserte, cloisonnement et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et d'alerte, équipements de désenfumage mécanique,

Les installations de gaz combustible et d'hydrocarbures liquéfiés,

Les conduits de fumées,

Les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants,

Les nacelles suspendues d'entretien de façades,

Les portes automatiques,

Les appareils et installations sous pression de vapeur ou de gaz,

Les garde-corps et fenêtres basses,

Dans le cas des opérations de rénovation ou de réhabilitation : sur les ouvrages et éléments d'équipements existant avant la réalisation des travaux et non modifiés par ceux-ci ni sur les parties de la construction non comprises dans le volume des travaux, la mission S ne porte pas :

Sur les aménagements réalisés à l'initiative ou sous la responsabilité des exploitants ou occupants, même s'ils sont entrepris avant l'ouverture de l'établissement ou l'occupation des locaux,

Sur les biens meubles,

Sur la vérification avant mise sous tension en vue de l'obtention de l'attestation de conformité par CONSUEL.

3. – Cas particulier des ERP :

3.1 – Etendue de la mission

La mission comprend :

Des prestations de contrôle technique pour lesquelles le contrôleur technique déclare être titulaire de l'agrément nécessaire délivré par le ministre de la construction dans les conditions fixées à l'article R.111-29 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Des prestations de vérifications techniques pour lesquelles le contrôleur technique déclare être titulaire des agréments nécessaires délivrés par le ministre de l'intérieur et des ministres intéressés

dans les conditions fixées, pour les établissements recevant du public (ERP), à l'article R.123-43 du Code de la Construction et de l'Habitation.

3.2 – Domaine d'intervention

La mission porte, dans la mesure où ils font partie des marchés communiqués au contrôleur technique, sur les ouvrages et éléments d'équipement visés, du point de vue de la sécurité des personnes, par le règlement de sécurité ERP.

La mission s'étend aux aménagements mobiliers et équipements spécifiques des activités professionnelles qui sont visés par lesdits règlements de sécurité. Cette extension de mission s'applique aux seuls aménagements et équipements expressément énumérés dans les conditions particulières de la convention.

3.3 – Actes d'information

Le contrôleur technique rend compte de son intervention.

Il est rappelé que le maître d'ouvrage est tenu de produire le rapport final du contrôleur technique avant la visite de la commission de sécurité préalable à l'ouverture de l'ERP.

Pour lui permettre d'établir en temps utile le rapport final, le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au contrôleur technique, ou à lui faire communiquer, au plus tard 15 jours avant la date de transmission dudit rapport à la commission de sécurité, les justificatifs nécessaires à l'exercice de sa mission (tels que certificats et procès-verbaux apportant la preuve des qualités de comportement au feu des matériaux et éléments de construction) et qui ne lui auraient pas encore été transmis.

Pour les établissements recevant du public des quatre premières catégories au sens du règlement de sécurité ERP, le rapport final est établi sous la forme du rapport de vérification prévu à l'article GE 9 dudit règlement.

3.4 – Précisions complémentaires :

La vérification, par rapport à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (loi n°76-663 du 19.07.1976 et décrets d'application), des installations classées qui sont incluses dans les établissements recevant du public, ne fait pas partie de la mission S mais peut faire l'objet d'une mission particulière ENV sur demande du maître d'ouvrage.

Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique formule un avis sur la notice de sécurité établie par les constructeurs et destinée à être jointe à la demande de permis de construire.

La participation aux réunions de travail, en vue de l'établissement de ladite notice par les constructeurs, peut faire l'objet d'une mission particulière sur demande du maître d'ouvrage.

3.5 – Limite de prestations :

Ne relèvent pas de la mission S mais peuvent faire l'objet de missions particulières au titre de contrats distincts de la présente convention, à la demande du maître d'ouvrage, du chef d'établissement ou d'installateurs, les prestations suivantes :

- Vérifications techniques avant mise sous tension des installations électriques, nécessaires en vue de l'obtention de l'attestation de conformité visée par le consuel (décret n°72-1120 du 14.12.1972). Ces vérifications relèvent d'une mission particulière qui peut être effectuée à la demande des entreprises installatrices;
- Vérification initiale des installations électriques prescrite à l'article 53 du décret n°88-1056 du 14.11.1988. Cette vérification relève d'une mission particulière qui peut être effectuée à la demande

de l'exploitant de l'ERP agissant en qualité de maître d'ouvrage de ces ouvrages, éléments d'équipement ou aménagements de mobiliers ;

- Vérification avant épreuve ou avant mise en service des appareils sous pression de gaz ou de vapeur,
- Vérifications initiales des générateurs sans présence humaine ;
- Vérifications avant mise en service des appareils de levage, tels que ponts roulants ;
- Vérification des nacelles de nettoyage ;
- Vérification de l'état de conformité des équipements de travail (appareils de levage et machines) ;
- Vérification avant mise en service des sources de rayonnements ionisants ;
- Missions visant la sécurité des travailleurs sur le chantier, en particulier la mission de coordination SPS.
- Vérifications techniques imposées par la réglementation en cours d'exploitation de l'ERP. Ces prestations relèvent de missions particulières qui peuvent être effectuées à la demande de l'exploitant.

MISSION LE RELATIVE A LA SOLIDITE DES EXISTANTS

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission LE sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.

Le maître d'ouvrage fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux ouvrages existants tels que constats des lieux et résultats des études de diagnostic effectuées.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'examen de l'état apparent des existants concernés par les travaux.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic, que celle-ci ait été conduite par la maîtrise d'œuvre de l'opération en application de la loi n° 85-704 du 12.07.1985 modifiée et des textes pris pour son application ou non, et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

La mission comporte les prestations suivantes :

- L'examen des renseignements fournis par le maître d'ouvrage sur les existants ;
- L'examen de l'état apparent des existants ;
- L'examen et l'analyse des documents techniques définissant le programme des travaux envisagés par le maître d'ouvrage, en prenant en compte l'état des bâtiments existants, les travaux de modification sur celui-ci, qu'il s'agisse de complément de construction, de travaux de transformation, de confortement, de reprise après démolition partielle ou non, et le bâtiment dans sa configuration définitive. *
- La fourniture d'un rapport.

MISSION Ph RELATIVE A L'ISOLATION ACOUSTIQUE DES BATIMENTS

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires quand elles existent ou aux prescriptions contractuelles retenues par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique relativement à l'isolation acoustique des bâtiments.

En cas de demande de label, il est précisé que la mission du contrôleur technique dans le domaine de l'acoustique porte sur le contrôle de la mise en œuvre des matériels et matériaux nécessaires à l'obtention du label pendant la phase chantier.

Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction desdites prescriptions.

La mission ne porte pas sur les atteintes à l'environnement dont la prévention relève d'une mission spécifique.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître d'ouvrage s'engage à communiquer les isolements de façade requis, les prescriptions contractuelles au regard desquelles le contrôleur technique exercera sa mission en l'absence de prescriptions réglementaires, les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité acoustique des éléments particuliers de la construction ainsi que les études justificatives des constructeurs.

Sauf dispositions spécifiques du marché, la mission ne comporte pas la réalisation de mesures acoustiques. En l'absence de mesures acoustiques, les avis formulés par le contrôleur technique ne peuvent constituer qu'une présomption de capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions contractuelles relatives à l'isolation acoustique.

MISSION Th RELATIVE A L'ISOLATION THERMIQUE ET AUX ECONOMIES D'ENERGIE

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'isolation thermique et aux économies d'énergie ou aux prescriptions contractuelles prévues par le maître d'ouvrage.

En cas de demande de label, il est précisé que la mission du contrôleur technique dans le domaine de l'isolation thermique et des économies d'énergie porte sur le contrôle de la mise en œuvre des matériels et matériaux nécessaires à l'obtention du label pendant la phase chantier.

Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique des bâtiments, les systèmes de chauffage, climatisation, production d'eau chaude sanitaire, la ventilation et les régulations de ces systèmes, étant précisé que leur examen est effectué exclusivement sous l'angle de l'isolation thermique et des économies d'énergie.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître d'ouvrage s'engage à communiquer :

- Les devis descriptifs, plans et autres documents techniques concernant les bâtiments, l'implantation et la destination des locaux, les spécifications techniques des systèmes ainsi que les notes de calcul des coefficients réglementaires et les schémas de distribution précisant les répartitions des circuits, le comptage et la régulation,
- Les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité thermique des éléments particuliers de la construction.
- Les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par les entreprises avant réception sur l'installation de ventilation mécanique.

MISSION Hand RELATIVE A L'ACCESSIBILITE DES CONSTRUCTIONS POUR LES PERSONNES HANDICAPEES

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Hand sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction de ces exigences réglementaires, tant au niveau de l'accessibilité des constructions elles-mêmes que pour les circulations intérieures et l'adaptabilité des lieux, l'accessibilité aux places de stationnement.

MISSION F RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS

Les aléas que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement des installations. Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'assurer le service demandé dans les conditions de performance imposées par les prescriptions techniques contractuelles et quand ils existent par les textes techniques à caractère normatif.

La mission du contrôleur technique porte sur les installations suivantes :

- réseaux d'alimentation en eau, de chauffage, d'assainissement,
- chauffage, conditionnement d'air, ventilation mécanique,
- installations électriques intérieures (courants forts),
- ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques,
- protection et distribution d'eau chaude, distribution d'eau froide, évacuations.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique le Maître d'ouvrage s'engage à communiquer les plans d'exécution, ainsi que les notes de calculs justificatives du dimensionnement des installations.

MISSION GTB RELATIVE A LA GESTION TECHNIQUE DU BATIMENT

La mission GTB vient en complément des missions relatives à la sécurité des personnes et au fonctionnement des installations.

Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement du système de gestion technique du bâtiment (GTB). Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité pour le système de GTB d'assurer, a la mise en exploitation, le service demandé dans le cahier des charges imposé par le maître d'ouvrage aux entreprises.

La définition des critères et niveaux de qualité du système de GTB relève du maître d'ouvrage qui fait connaître de façon précise au contrôleur technique ses exigences en la matière et lui communique en conséquence le cahier des charges susvisé.

L'installation soumise au contrôle est celle assurant la gestion des équipements contrôlés au titre de la mission relative au fonctionnement des installations ainsi que des équipements anti-intrusion et de contrôle d'accès dans la mesure où ils sont associés au système de gestion technique du bâtiment.

MISSION CO DE COORDINATION DES MISSIONS DE CONTROLE

La mission s'exerce dans les conditions fixées à l'article 5.4.3 de la norme NFP 03-100.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le Maître d'ouvrage s'engage à communiquer les plans d'exécution, ainsi que les notes de calculs justificatives du dimensionnement des installations.

Le contrôle intervient pendant la conception (dont phase d'APD) et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement pendant laquelle les interventions du contrôleur technique pourront être demandées par la personne représentant le pouvoir adjudicateur.

Pendant l'exécution des ouvrages, le contrôleur technique assistera à toutes les réunions de chantier à raison d'une par semaine, au moins, et effectuera un certain nombre de visites inopinées.

MISSION HYS RELATIVE A L'HYGIENE ET A LA SANTÉ DANS LES BATIMENTS
--

Mission HYS relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire, dans les constructions achevées, aux prescriptions réglementaires relatives à l'hygiène et la santé en ce qui concerne :

- l'aération des locaux à pollution non spécifique (ventilation naturelle ou mécanique, ouvrants, évacuation des produits de combustion) ;
- la distribution d'eau (distribution d'eau froide, production et distribution d'eau chaude) ;
- les installations sanitaires (existence et implantation des installations) ;
- les installations d'évacuation des eaux usées (eaux ménagères et eaux vannes) ;
- l'évacuation des ordures ménagères (local poubelle).

Les documents écrits relatifs à l'ensemble des éléments de mission devront être remis au maître d'ouvrage sous format « doc » ou « pdf », avec copie au maître d'œuvre et entreprises concernées.

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents remis dans le cadre de l'opération envisagée ou sur un outil en ligne permettant de consulter à tout moment les rapports et avis émis par le titulaire.